



Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,		8
Référence: 118 / 2020		
03 MARS 2020		
A traiter par:		
Copie à:		



Monsieur Fernand Etgen  
Président de la Chambre des Députés

Luxembourg, le 2 mars 2020

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 83 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaite poser la question parlementaire suivante à Madame la Ministre de l'Intérieur et Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

La loi du 2 juillet 2018 portant modification de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme et de certaines dispositions du Code civil stipule en son article premier : « Ne sont pas soumis aux dispositions de la présente loi les baux portant sur les biens ruraux appartenant à l'État et aux communes ». Il paraît que le Ministère de l'Agriculture s'est oralement exprimé qu'étant donné que les syndicats intercommunaux ne sont pas expressément visés par l'article premier de la loi susmentionnée, ceux-ci ne puissent pas bénéficier des dérogations et avantages y prévus. Cette interprétation semble être surprenante alors que les communes puissent expressément en profiter.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres :

- Quelle est la position des Ministres par rapport à ces explications ?
- Au cas où les Ministres confirment cette constatation orale, est-ce que les Ministres entendent y légiférer afin d'inclure les syndicats intercommunaux dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi susmentionnée ?

Je vous prie de bien vouloir croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma très haute considération.

Léon Gloden  
Député



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff  
Service des séances plénières et  
secrétariat général  
Tél : 466.966.223  
Fax : 466.966.210  
e-mail : calff@chd.lu

Monsieur Marc Hansen  
Ministre aux Relations avec le Parlement  
Luxembourg

Luxembourg, le 02 mars 2020

Objet : Question parlementaire n° 1963 du 02.03.2020 de Monsieur le Député Léon Gloden -  
Bail à ferme

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Fernand Etgen  
Président de la Chambre des Députés



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Agriculture,  
de la Viticulture et du  
Développement rural

Dossier suivi par : M. André LOOS  
Tél : 247-82530

Réf.: MB/20

**Monsieur Marc HANSEN**  
**Ministre aux Relations avec le**  
**Parlement**

**Service Central de Législation**

**LUXEMBOURG**

Luxembourg, le 14 avril 2020

**Objet:** Question parlementaire n°1963 de l'honorable Député Monsieur Léon Gloden

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, la réponse commune de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, de Madame la Ministre de l'Intérieur et de Madame la Ministre de la Justice à la question parlementaire citée sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre de l'Agriculture,  
de la Viticulture  
et du Développement rural,

  
Romain SCHNEIDER

**Réponse commune de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, de Madame la Ministre de l'Intérieur, et de Madame la Ministre de la Justice, à la question parlementaire n° 1963 de l'honorable Député Léon GLODEN concernant le bail à ferme**

**1) Quelle est la position des Ministres par rapport à ces explications ?**

L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme qui soustrait au champ d'application de la loi l'État et les communes constitue une disposition d'exception. En raison de la maxime que les exceptions sont d'interprétation stricte, la disposition ne devrait pas s'appliquer à d'autres personnes juridiques que celles qui y sont énumérées, étant toutefois entendu que l'interprétation de la loi est de la compétence du pouvoir judiciaire.

**2) Au cas où les Ministres confirment cette constatation orale, est-ce que les Ministres entendent y légiférer afin d'inclure les syndicats intercommunaux dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi susmentionnée ?**

Jusqu'à présent le besoin de soustraire les baux ruraux conclus par les syndicats de communes n'a pas été identifié. Cela pourrait tenir au fait que les syndicats de communes, constitués en vue de la réalisation d'un ou de plusieurs objets déterminés, ne sont pas propriétaires de biens ruraux susceptibles d'être donnés à bail dans la même mesure que l'État ou les communes.

-----